

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## MONDE

### Intelligence artificielle - Quels enjeux pour les femmes ?

**C**omme nous, vous avez dû en entendre parler. Le chatbot GPT, développé par la compagnie OpenAI, est la nouvelle muse des spécialistes de l'informatique comme de celles et ceux, non spécialistes mais tout aussi intrigué·e·s.

Il s'agit en effet d'une intelligence artificielle qui génère des réponses aux questions posées par les internautes. La particularité de ce "dialogueur conversationnel" est de donner l'impression à l'utilisateur qu'il converse avec une personne humaine. Certain·es étudiant·es se sont emparé·es pour faire leur dissertation à leur place, créant l'indignation des professeur·es. D'autres personnes, plus malicieuses, ont cherché les failles de l'algorithme (un internaute a par exemple appris au chatbot que  $5+2 = 8$  puisque son épouse lui avait dit et que son épouse "a toujours raison"). Bref, le chatbot montre rapidement ses limites et des incohérences ; et peut-être que c'est justement cela qui le rend potentiellement dangereux.

Depuis plusieurs années, l'intelligence artificielle (IA) se développe à une vitesse acharnée. L'IA, en tant que processus d'imitation de l'intelligence humaine à travers d'algorithmes créés et codés par des humains, se développe en créant des robots anthropomorphiques (c'est-à-dire avec une apparence humaine), des chatbot supposés répondre comme un humain tout-puissant, toujours plus proches du réel. Pourquoi faire ? Certains robots sont créés dans le but d'aider les humains,

parfois pour les décharger de leurs tâches répétitives. Il n'est pas rare de voir dans les restaurants en France des robots servir les clients : les employé·es insèrent par le biais d'un écran tactile le numéro de table et le robot, dont la face avant a été recouverte d'un sticker d'emoji tout sourire, se dirige vers la table en évitant les obstacles. Il n'est plus inhabituel non plus d'entendre parler de robot sexuel : on les commande sur internet pour la modique somme de 10 000 dollars, on choisit ses caractéristiques physiques (couleur de la peau, forme des lèvres, taille de la poitrine, circonférence des fesses...) et on se fait livrer un robot à l'apparence humaine à domicile. Le robot est codé par des ingénieurs (souvent des hommes) et nourri par des données (souvent issues de la pornographie). L'objectif ? Pouvoir dialoguer avec son acheteur, lui faire penser que son robot est doté d'une conscience et être un "sextoy intelligent" et en constante amélioration.

Le problème, c'est que l'intelligence artificielle n'invente rien, elle reproduit. Programmés pour imiter le comportement humain, les robots avec intelligence artificielle reproduisent les structures d'inégalités que l'on retrouve dans la société. Les robots sont donc intrinsèquement sexistes et racistes. Cela porte un nom : le biais algorithmique, ou le fait que le résultat d'un algorithme d'apprentissage ne soit pas neutre. En 2017, une intelligence artificielle sous la forme d'un chatbot a été lancée par Microsoft sur Twitter. Alors qu'elle était censée incarner une adolescente, elle a été désactivée dans les heures qui ont suivies car elle avait tenu un discours négationniste et répété des propos racistes. →

Quant aux robots sexuels plus spécifiquement, ils soulèvent de nombreuses limites et menaces. En effet, un robot sexuel est un sextoy qui est conçu pour faire croire qu'il a une conscience. Puisqu'il n'a pas de conscience, il ne peut pas exprimer son consentement. Toutefois, son enveloppe physique humaine donne l'illusion qu'il en a une. Alors, projeter sur lui un acte sexuel dans lequel le consentement n'est pas exigé est problématique, voire dangereux. En effet, cela contribuerait aux violences sexuelles et sexistes des hommes contre les femmes et participerait à la culture du viol. D'autre part, certaines compagnies spécialisées dans les travaux sexuels vantent les personnalités multiples de leur robot, dont l'option "frigide" permettrait aux hommes d'avoir un rapport sexuel avec un robot codé pour montrer des réticences. D'autre part, l'enveloppe physique des robots contribue à l'hypersexualisation des femmes et des filles, puisqu'elles sont façonnées autour de stéréotypes racistes, grossophobes et validistes, laissant à penser qu'elles représentent une "vraie" femme, le consentement en moins. Le Youtuber Cyrus North a par exemple tourné une vidéo dans laquelle il présente un robot qu'il a lui-même commandé pour y montrer les enjeux du consentement chez ce genre d'IA.

Certaines compagnies valorisent même les robots sexuels comme pouvant être la solution afin que violeurs et pédocriminels ne répriment plus leurs pulsions mais puissent les assouvir sur des robots ; de nombreuses associations et expert-es se sont indigné-es face à cette proposition, qui normalise des crimes comme étant une conséquence "naturelle" de pulsions sexuelles qui seraient "subies" par des hommes.

Le problème, c'est que l'intelligence artificielle n'invente rien, elle reproduit. Programmés pour imiter le comportement humain, les robots avec intelligence artificielle reproduisent les structures d'inégalités que l'on retrouve dans la société. Les robots sont donc intrinsèquement sexistes et racistes. Cela porte un nom : le biais algorithmique, ou le fait que le résultat d'un algorithme d'apprentissage ne soit pas neutre. En 2017, une intelligence artificielle sous la forme d'un chatbot a été lancée par Microsoft sur Twitter. Alors qu'elle était censée incarner une adolescente, elle a été désactivée dans les heures qui ont suivies car elle avait tenu un discours négationniste et répété des propos racistes.

Cette exploration dans le rapport entre IA et droit des femmes est complexe, peu traitée et pourtant centrale dans la société de demain, ou plutôt, celle d'aujourd'hui. Si les robots ne semblent pas dangereux en tant que tels, l'utilisation que les humains vont en faire est, quant à elle, centrale.

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## FRANCE

### La skippeuse la plus rapide de la planète pourrait ne pas participer au Vendée Globe... parce qu'elle a eu un enfant

**L**e sponsor de Clarisse Clémer, arrivée douzième au Vendée Globe dernier et à ce jour la skippeuse la plus rapide au monde, a annoncé rompre le contrat qui les liait.

En cause, elle n'aurait pas à ce jour fait assez de milles pour pouvoir être sélectionnée par le comité Vendée Globe, et donc représenterait un risque pour la Banque Populaire, le sponsor en question, de ne pas être présent du tout sur la course.

En effet, en octobre 2021, le comité du Vendée Globe a rendu public un nouveau règlement et processus de sélection. Il aurait été élaboré justement en proche collaboration avec les sponsors, dont la Banque populaire. Ce nouveau règlement propose deux gros changements. Le premier point est le nombre maximum de skippeur•ses ; quarante. Le second point est le processus de qualification ; de façon à laisser concourir de nouvelles personnalités, le comité a décidé de définir un certain nombre de milles que les participant•es devront avoir parcouru pour faire parmi de ces 40.

Or, Clarisse Clémer présente à son compteur beaucoup moins de milles que les autres. Elle a en effet donné naissance à un enfant en octobre 2021. Un choc pour cette dernière qui avait continué à s'entraîner tout au long de sa grossesse et qui avait repris l'entraînement rapidement après l'accouchement. Après l'exploit réalisé lors de la dernière compétition, il était évident pour elle qu'elle serait sur la ligne de départ au prochain Vendée Globe. Ce n'était pourtant pas l'avis de la Banque populaire qui, par crainte de ne pas être présent du tout sur la course, a décidé de rompre son contrat avec la skippeuse, au profit de quelqu'un qui aurait déjà des milles à son actif (le nom est toujours inconnu).

Clarisse Clémer n'est que la "partie émergée de l'iceberg" selon Marie Tabarly. En effet, le monde de la voile n'a pas encore pris à bras le corps la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, malgré quelques timides déclarations officielles. Dans la pratique, ce nouveau règlement pose très clairement la question de la maternité et discrimine les femmes qui sont enceintes - à défaut des hommes qui, à priori, peuvent parcourir le monde à la voile pendant que leur progéniture est en train d'être fabriqué dans le corps de quelqu'un d'autre.



## La skippeuse la plus rapide de la planète pourrait ne pas participer au Vendée Globe... parce qu'elle a eu un enfant

D'autres questions se posent selon les spécialistes, notamment du choix arrêté de 40 bateaux au départ des Sables d'Olonne quand en réalité beaucoup plus pourraient être affrétés. Si l'argument du comité du Vendée Globe est celui de la sécurité - les coureur•ses doivent faire leurs preuves avant de commencer la course pour s'assurer de leur niveau et de leur sécurité -, cela empêcherait pourtant un certain nombre de jeunes talents, notamment des femmes, de participer à cette course encore largement dominée par le sexe masculin.

Quelles sont les issues possibles pour Clarisse Clémer ? La ministre des sports s'est elle-même investie dans l'affaire et assure que les chances pour cette dernière de concourir ne sont pas nulles. Certain•es évoquent la possibilité d'une "wild card", autrement dit d'un laissez-passer exceptionnel, pour une coureuse exceptionnelle.

Si cette affaire a révélé le sexisme encore présent dans ce sport, elle a également mis la lumière sur la sororité dans le monde du sport. De nombreuses sportives ont soutenu publiquement Clarisse Clémer.

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## MONDE

### Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines

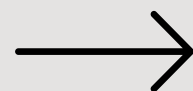
**L**e 6 février est la journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines. Proclamée en 2003 mais instituée officiellement par l'ONU en 2012, elle fait écho aux conventions relatives aux droits de l'enfant (CIDE) et sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes. Cette même année, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution interdisant les mutilations génitales féminines dans l'espoir de faire réagir les pays qui laissent pratiquer ce rituel pour des raisons religieuses, culturelles et sociales.

Les mutilations génitales féminines concernent l'ablation totale ou partielle des organes génitaux externes féminins pour des raisons non médicales. L'excision, notamment l'ablation du clitoris, est une de ces mutilations génitales féminines qui, en plus de présenter des dangers physiques immédiats, présentent des séquelles importantes notamment psychologiques.

La plupart des pays ont prohibé cette pratique, mais reste néanmoins courante, notamment sur le continent africain. Il s'agit alors d'un rite initiatique, le passage de l'enfance à l'âge adulte, mais aussi d'un rite identitaire, étant donné que la plupart des filles sont excisées avant d'avoir atteint leur cinquième anniversaire. Selon l'OMS, les victimes de mutilations génitales concernent entre 120 et 140 millions de femmes. Toutes les 4 minutes, une fille subirait une excision quelque part sur le globe.

En 2023, l'ONU fait de cette journée du 6 février un appel à l'association des hommes dans cette lutte. Si chacun·e joue un rôle actif, le processus vers l'intolérance zéro pourrait s'accélérer, d'autant plus que les chef·fes d'Etats, religieux ou les responsables de l'application des lois sont majoritairement de sexe masculin. Leur engagement amplifierait davantage la parole des femmes qui peine encore à être entendue par tous·tes et permettrait d'atteindre l'objectif fixé par l'ONU d'éliminer ces violences d'ici à 2030.

Cette journée est également l'occasion d'alerter sur les conséquences des crises qui entravent la lutte pour l'élimination des mutilations génitales. En 2021 et 2022, les organisations internationales alertaient sur les conséquences liées à la pandémie sur la vulnérabilité des jeunes filles, et leur exposition aux violences, notamment l'augmentation de la prévalence à l'excision. L'UNICEF prévient qu'il pourrait y avoir deux millions de victimes supplémentaires d'ici à 2030 à cause de la Covid-19, autrement dit une baisse de 33 % des progrès accomplis jusqu'ici. Certaines études montrent également le lien entre conséquences du réchauffement climatique (sécheresses donc hausse de la pauvreté) et prévalence des mutilations génitales féminines.



## Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines

Mais la lutte contre ces violences n'est évidemment pas l'affaire d'une journée, elle est continue. Selon le rapport publié en 2021, plus de 6 millions de filles et de femmes ont pu être prévenues, protégées et soignées. Par ailleurs, certaines communautés ne pratiquent plus l'excision, soit par peur des poursuites pénales, soit par prise de conscience.

Des associations et personnalités françaises en ont fait leur lutte, pour alerter sur le fait que le fléau des excisions ne s'arrête pas aux frontières de la France ("Excision parlons-en !", Halimata Fofana...). On estime à 60 000 le nombre de femmes victimes d'excision en France. Un problème global donc, et qui nous concerne tous et toutes.

### Sources :

Site internet des Nations-Unies

UNICEF, "À l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, l'UNICEF prévient que la COVID-19 menace d'anéantir des décennies de progrès", 3 février 2022.

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## ROYAUME-UNI

### Renforcement de la lutte contre l'accès aux contenus pornographiques par les jeunes

**C**e mardi 31 janvier, alors que se tiennent des débats parlementaires pour un renforcement de la sécurité sur internet, la Commission à l'enfance du Royaume-Uni (Children's Comisioner for Engalnd) a publié un rapport concernant l'impact de la pornographie sur les jeunes. Etude réalisée auprès de 1 000 jeunes entre 16 et 21 ans, 47% d'entre eux estiment qu'une fille "s'attend" à ce que les rapports sexuels impliquent une agression physique et 42% sont persuadés qu'elle "apprécie" l'acte.

Tout est dit dans le titre du rapport : "a lot is actually just abuse" ("beaucoup sont juste une agression"). La commissaire à l'enfance Dame Rachel De Souza se dit profondément préoccupée par l'exposition des enfants à la pornographie. En effet, ce rapport met en évidence une perte de distinction entre plaisir sexuel et violence : 80% des mineur·es auraient été exposé·es à des films impliquant des actes sexuels coercitifs, dégradants ou douloureux tandis qu'un·e enfant sur deux aurait visionné une vidéo pornographique avant l'âge de 13 ans.

Un projet de loi "online safety bill", visant à rendre l'internet britannique le plus sûr au monde, est en cours de lecture au Parlement britannique. Lors de la dernière lecture, le 1er février 2023, les débats portaient sur le renforcement des mesures de vérification de l'âge sur les plateformes pornographiques en ligne ainsi que sur la réglementation des contenus promulguant la violence.

En France, le ministre chargé du numérique, Jean-Noël Barrot, a exprimé publiquement son ambition de rendre l'accès aux contenus pornographiques plus difficile et ce, dès septembre 2023. Difficile, ou plutôt inaccessible aux mineur·es français·es qui ne sont pas épargnés par les chiffres alarmants britanniques. Plusieurs options sont mises sur la table ; rentrer les numéros d'une carte bleue, se connecter avec son compte FranceConnect, scanner sa carte d'identité... Un projet nécessaire mais complexe puisque ce processus d'identification doit respecter la protection des données personnelles. Plusieurs propositions seront faites dans les prochains jours.

#### Sources :

*A lot is actually just abuse, Young people and pornography, Children's Commissionner, 31 janvier 2023.*

*The Guardian, "Online safety bill needs tougher rules on misogyny, say peers", 4 février 2023.*

*Euractiv, "Royaume-Uni : le projet de loi sur la sécurité en ligne progresse lentement mais sûrement", 18 janvier 2023.*

*Le Figaro, "Pour la moitié des jeunes anglais, les filles "s'attendent" à ce que la sexualité implique de la violence", 31 janvier 2023.*

# HALIMATA FOFANA

Halimata Fofana est une autrice française. Elle a été excisée à l'âge de 5 ans.

Elle se livre dans quelques entretiens. Mais c'est surtout dans ses romans qu'elle dévoile son histoire ; entre fiction et autobiographie, *Mariama, l'écorchée vive* (2015) et *A l'ombre de la cité Rimbaud* (2022) racontent la perte d'un morceau de soi, les traumatismes physiques et psychologiques, la liberté défendue mais sa quête insatiable. Ils racontent la vie d'Halimata Fofana.

Elle est née à Longjumeau dans la banlieue parisienne. Son père travaille en tant qu'éboueur à la ville de Paris et sa mère employée d'entretien. Sa mère possède aussi la lourde tâche de s'occuper d'elle et de ses cinq frères et sœurs - trois filles, trois garçons. Le mariage de ses parents, c'est un mariage multiculturel entre la Mauritanie et le Sénégal, un mariage arrangé. Elle a reçu une éducation genrée, elle a été préparée à être épouse et mère. Une enfance qu'elle dit avoir détesté.

A l'âge de cinq ans, alors qu'elle voyage avec sa famille au Sénégal, la petite Halimata Fofana se fera excisée, par terre, dans une cour. Parce que ses mots sont les seuls pouvant décrire avec justesse cet événement - la douleur, l'incompréhension, le sentiment de honte - nous ne le raconterons pas ici.

Ce que nous pouvons raconter en revanche, ce sont les conséquences. Plus qu'un morceau de chair, c'est un morceau de vie qui lui a été volé. Elle se décrit comme étant à la poursuite éternelle de sa liberté qu'elle enviait tant chez les femmes de son âge. Elle voulait leur ressembler, à ces femmes grandes, minces, blanches, à son idole, Céline Dion, à qui elle voue toujours un culte qui relève de la survie. Parce qu'il s'agit bien de survie ; plusieurs fois, elle dit avoir pensé à la mort. Elle subissait le silence qui lui a été imposé sur ce morceau de chair dérobé, le silence de sa famille d'abord, le silence de la société ensuite.

Elle a pourtant essayé de se réparer. Reçue par le docteur Pierre Foldes, le premier en France à réaliser de la chirurgie réparatrice de ce type, elle subira une opération de chirurgie afin de réparer son corps à 23 ans. Cette chirurgie a réparé son sexe mais n'a pas soigné le traumatisme ; la sensation constante d'être sale, de ne pas posséder son corps, d'être différente, d'être enfermée dans une cage dont elle seule percevait les barreaux. "Ce que je cherchais dans mon corps se trouvait dans ma tête", affirme-t-elle.

Elle se soignera en prenant la parole. C'est après un voyage au Québec et une période de dépression qu'Halimata Fofana rompt le silence. Dans un groupe de parole, entourée d'inconnues, elle décrit ce qu'elle a vécu pour la première fois à voix haute. Elle en fait un livre ensuite, et entrouvre la porte à la conversation avec sa famille et à la guérison.

La liberté, voilà de quoi elle est synonyme. Si elle a le crâne rasé, c'est justement pour faire le choix de la ressentir tous les jours. Accompagnée des poèmes de Sanghor et de la voix de Céline Dion, Halimata Fofana parle de ses cicatrices d'une voix si calme que c'en est déroutant. Elle nous rappelle que les victimes ne sont pas seulement d'ailleurs, elles sont aussi ici. Aujourd'hui, 60 000 femmes sont excisées en France. Faire cesser le silence pour faire cesser les violences, voilà de quoi il s'agit.

Sources :

"Halimata Fofana, fille excisée, femme réparée" En Marge, France Inter, 10 décembre 2022

"A nos corps excisés", Anne Richard, Arte, 2022





# ACTUS CULTURELLES

Un musée des féminismes devrait voir le jour à l'Université d'Angers d'ici quelques années, a annoncé Magali Lafourcade, secrétaire générale de la CNCDH et présidente de l'association AFeMuse (Association de préfiguration pour un musée des féminismes). Un projet qui se fera avec l'appui du Centre d'Archives féministes de la bibliothèque universitaire d'Angers et qui a besoin de soutien politique et financier importants pour atteindre ses ambitions.

Malgré le succès d'expositions temporaires, à l'instar de "Parisiennes Citoyennes ! Engagement pour l'émancipation des femmes 1789-2000" au Musée Carnavalet de Paris, sur les 3000 musées français ne met en valeur l'histoire des luttes féministes. Ce musée fait donc écho à un besoin essentiel de retracer l'histoire des féminismes en France : leurs cheffes de file, leurs conquêtes, l'évolution de leur revendication



et les convergences et/ou divergences entre les mouvements internes. Une première exposition temporaire devrait être ouverte en 2024, l'ouverture officielle du musée étant envisagée dans 4 ans.

Une cagnotte en ligne est ouverte pour pouvoir acheter ce qui représenterait la première œuvre du musée ; "Mme Maria Verone à la tribune". Cette œuvre, estimée à 20 000 euros, a été prêtée au Musée Carnavalet pour sa récente exposition. Elle a été réalisée par le pinceau de Léon Foret, peintre académique puis perdue à cause d'un nom erroné ; "scène d'intérieur dans un café parisien", alors même qu'elle représente l'avocate Maria Verone prenant la parole le 11 mars 2010 dans la salle des Sociétés Savantes (Paris, 6e arr) pour défendre notamment le remplacement du mot "homme" par celui de "êtres humains" dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ! A ce jour, cette œuvre est considéré comme le seul tableau dépeignant la première vague féministe en France.

Un musée dédiée aux femmes artistes, femmes militantes et à l'Histoire de la pensée féministe est donc plus que nécessaire. Cela serait une première en France, et, si tenté est que le projet soit soutenu financièrement et politiquement, pourrait devenir le premier de nombreuses musées féministes en Europe.

***"Faites entrer Maria Verone au musée des féminismes", collecte organisée par Association pour un musée des féminismes sur Hello Asso***